



COP 26 : une (demi)déception...

Sans surprise

---

Lydie Gaudier ■ Novembre 2021

La « COP », 26<sup>ème</sup> du nom, a eu lieu du 31 octobre au 12 novembre, à Glasgow en Ecosse.

Comme à chaque édition, les discours des chefs et cheffes d'Etat se veulent solennels et emprunts d'engagements... Des paroles indispensables face au réchauffement climatique, face à la chronique d'un désastre environnemental annoncé.

Comme à chaque édition, les représentantes et représentants politiques ont multiplié les images de leur « voyage en Ecosse » sur les réseaux sociaux...

Comme à chaque édition, les militantes et militants ont manifesté. Autant de citoyennes et citoyens qui sont descendus dans la rue pour rappeler à celle et ceux qui nous gouvernent que l'urgence est là et ne souffre plus de tergiversations.

Et pourtant... Le bilan de cette COP 26 a été – justement - résumé, par l'activiste suédoise Greta Thunberg en une onomatopée : « Bla Bla Bla ».

Voici un premier bilan « à chaud » de la COP 26...

## Quels engagements ?

Les discours ont été nombreux et solennels, en effet, mais qu'en est-il des engagements, seules possibilités de faire changer les choses et, enfin, faire bouger les lignes pour sauver la planète ?

Non seulement beaucoup de pays n'avait pas actualisé leurs engagements, les « contributions déterminées au niveau national » - CDN, dans le jargon -, mais le total des engagements mis sur la table ne permet pas d'atteindre l'objectif prévu dans l'Accord de Paris signé en 2015. A savoir, ne pas dépasser 1,5 °C d'augmentation de la température globale de la planète par rapport à l'ère préindustrielle.

Rappelons que l'Accord de Paris n'est pas contraignant pour les 197 Etats participants. Il est basé sur une évaluation quinquennale visant à renforcer progressivement l'ambition sous la pression des pairs.

Les pays devront donc présenter leurs nouveaux plans actualisés pour 2022, c'est-à-dire avant l'échéance suivante de 2025 prévue par l'Accord de Paris, mais pour quels effets ? Car la trajectoire actuelle, compte tenu des promesses engrangées mais, rappelons-le, non encore réalisées, nous mènent toujours à une augmentation de 2,7°C.

Comme le martèle le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, chaque dixième de degré compte, compte tenu des catastrophes causées par le réchauffement.

Et pourtant, en 2030, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient encore dépasser le niveau de 2010 de 13,7%.

## COP 26 : quelques éléments (relativement) positifs

Malgré les difficultés à l'atteindre, l'objectif de 1,5°C d'augmentation maximale de la température a été réaffirmé.

Pour la première fois, les mots « charbon » et « combustibles » fossiles figurent dans le texte du compromis final. C'est une avancée non-négligeable même si des nuances, fruits de compromis, ont été apportées.

En effet, sous la pression de l'Inde mais aussi des pays producteurs d'énergies fossiles les plus importants - comme la Chine, l'Australie, la Russie et les pays du Golfe - la formulation « **élimination** progressive du charbon sans système de capture de CO<sub>2</sub> » ont été remplacés, au dernier moment, par « **réduction** progressive du charbon sans système de capture de CO<sub>2</sub> ».

De la même façon, la « **suppression** des aides aux énergies fossiles » a laissé la place à la « **réduction** des aides aux énergies fossiles ». Point positif à souligner : les investissements dans le fossile vont se révéler de plus en plus risqués.

Près de 90 pays ont signé un engagement visant à réduire leurs émissions de méthane à l'horizon 2030. Le méthane est responsable de 25% du réchauffement climatique et ses émissions sont assez faciles à réduire, en tous cas dans le secteur de l'énergie, car elles proviennent principalement de fuites au niveau des *pipe-lines*. Les deux autres secteurs les plus émetteurs étant l'agriculture et les déchets.

Quatorze gouvernements, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et la Belgique, se sont engagés à soutenir une transition vers la neutralité carbone qui soit socialement juste.

En effet, des changements énormes, accompagnés de pertes d'emplois, vont se produire dans les secteurs liés aux énergies fossiles alors que d'autres opportunités d'emplois vont se développer. Il est crucial d'anticiper ces évolutions afin qu'aucune travailleuse et aucun travailleur ne soient laissés de côté et que les nouveaux emplois soient accompagnés de bonnes conditions de travail et de salaires décentes.

Les organisations syndicales ont un rôle fondamental à jouer dans ce domaine et c'est pour cette raison principalement qu'elles font pression sur les négociations depuis le début.

Les marchés « carbone », souvent considérés comme des moyens pour les pays développés d'acquiescer des droits à polluer, vont désormais être mieux encadrés afin notamment d'éviter les doubles comptages de réductions d'émissions.

Enfin, d'ici 2024, tous les pays devront communiquer les données détaillées de leurs émissions nationales afin de définir un nouveau seuil de référence global.

## COP 26 : premier regard sur les points négatifs

Outre la faiblesse des engagements sur les énergies fossiles, le principale pierre d'achoppement de la COP 26 concerne la « finance climat ».

Les pays historiquement responsables des changements climatiques n'ont pas tenu leur promesse, à savoir : consacrer, en 2020, 100 milliards de dollars par an aux pays en développement afin de leur permettre de s'adapter aux conséquences des changements climatiques.

Construire des digues, améliorer les services d'urgence, atténuer les îlots de chaleur dans les villes, transformer l'agriculture, renforcer les infrastructures face aux événements climatiques extrêmes sont des éléments essentiels pour la survie de parties importantes des populations, particulièrement les plus faibles et précaires.

Actuellement, ce sont, au mieux, 80 milliards de dollars qui sont sur la table. Il est désormais attendu que l'objectif soit atteint dans les deux ans et que le financement climat soit doublé en 2025 par rapport à 2019.

La Wallonie de son côté a prévu d'augmenter sa contribution de 8,25 millions à 12,5 millions d'Euros en 2022.

Pire encore, au chapitre « pertes et préjudices », les pays industrialisés se sont montrés très réticents à financer la réparation des dégâts déjà causés. Une des raisons invoquées est la difficulté de faire, avec certitude, le lien entre une catastrophe naturelle « normale » et un événement extrême causé par le réchauffement climatique.

La Wallonie, ici encore, a néanmoins prévu de contribuer à hauteur de 1 millions d'euros à l'aide aux victimes. Rappelons que les inondations du mois de juillet ont sonné comme un signal d'alarme : les conséquences du changement climatique nous concernent également.

D'une manière générale, la Belgique n'a pas « brillé » lors de cette COP 26. Une nouvelle fois, elle n'a pas été capable de se mettre d'accord sur le « *burden sharing* » intra-belge, c'est-à-dire le partage des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre entre les entités fédérées. Le scénario de la COP 21 à Paris, qui avait valu à notre pays le prix peu enviable du « Fossile du jour », s'est reproduit.

En effet, dans le cadre de la feuille de route « *Fit for 55* » qui vise réduire les émissions moyennes de gaz à effet de serre d'au moins 55 %, au cours de la prochaine décennie, et de mettre progressivement fin à la dépendance économique de l'Union européenne vis-à-vis des combustibles fossiles, notre pays d'est vu assigner un objectif de moins 47% en 2030 dans les secteurs dits non-ETS (agriculture, bâtiments, transports...).

La Flandre s'est mise d'accord pour relever tout au plus ses ambitions de 35% à 40%, avec des mesures impactant principalement les ménages et conteste ainsi l'objectif proposé par l'Europe. La Wallonie entend montrer l'exemple pour atteindre moins 55%, émissions industrielles comprises. Bruxelles, quant à elle, envisage de réduire ses émissions d'au moins 40%. Affaire à suivre...

## I Premières conclusions

Les quelques avancées engrangées lors de la COP 26 sont bien faibles par rapport à l'ampleur des enjeux. Les engagements pris le sont à très long terme par rapport à l'urgence et risquent fort d'être remis en cause à chaque changement de législature et à chaque élection. Rappelons que le climat-sceptique, Donald Trump, s'est empressé de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris à son arrivée à la Maison blanche.

Inévitablement, nous courrons vers de nouveaux désastres et l'adaptation devient une priorité de l'agenda politique, y compris en Europe.

La transition juste, elle aussi, devient de plus en plus urgente à mettre en place afin d'éviter des crises économiques et sociales brutales liées, par exemple, aux ruptures d'approvisionnement et à la hausse des prix en raison de mauvaises récoltes, de fermetures d'usines, de stratégies commerciales guidées par la géopolitique ou encore de pénuries d'eau ou de matières premières.

La COP 27 se tiendra en 2022 à Sharm-el-Sheikh, en Egypte. Beaucoup de choses peuvent se passer en un an. Il est crucial de continuer la mobilisation citoyenne et que tous les acteurs associatifs continuent à travailler pour sauver le climat. Afin que les dirigeants de la planète prennent, enfin de décisions fortes et indispensables et sortent du « Bla Bla Bla »...